

LES DESSOUS DES SOMMETS

ENTREVUE
JACQUES B. GÉLINAS

Faut-il voir les sommets comme de grands rendez-vous qui vont changer la face de l'humanité ? Ceux qui en sont les vedettes le pensent et ceux qui travaillent en coulisses en sont certains.

Jacques B. Gélinas analyse ce phénomène où des gens se donnent eux-mêmes le mandat de transformer notre vie. Il parle aussi de ceux et celles qui croient que tout citoyen a encore son mot à dire.

Sociologue de profession, M. Gélinas s'est toujours intéressé aux questions qui touchent l'organisation socio-économique des communautés humaines.

Il a été coopérant en Amérique latine, professeur de sociologie du développement et cadre au ministère des Relations internationales du Québec.

Jacques B. Gélinas a publié l'an dernier *La globalisation du monde*, un ouvrage pour toutes personnes préoccupées par le sort de l'humanité et de la planète.



RND Existe-t-il un lien entre la globalisation et la multiplication des rencontres internationales appelées «forum», «G7» ou «sommet»?

On s'en rend bien compte, les facilités de transport et de communication font paraître la Terre comme un gros village. Désormais, les gens de cultures différentes se rencontrent facilement, qu'il s'agisse des représentants d'État ou de gens comme vous et moi. Cette expansion des communications à l'échelle planétaire renvoie à ce que l'on nomme la «mondialisation». Mais ce phénomène n'a rien à voir avec celui de la globalisation, cette nouvelle religion du monde des affaires et des élites politiques.

On appelle «globalisation» la gouverne du monde par de puissants intérêts économiques transnationaux et transétatiques. Comme la mondialisation, elle provoque aussi des rencontres portant sur les grands intérêts économiques. De temps en temps, on reçoit des échos de ces grandes rencontres qui concernent en fait des confréries qui agissent dans l'ombre.

Pensons à la rencontre de Davos, en janvier 2001, qui s'est avérée une sorte d'amicale des affaires. Ces rencontres sont organisées par ceux qui défendent des intérêts privés. Aux États-Unis par exemple, c'est la Business Round Table, la «Table ronde des affaires». Sur le plan international, c'est la Chambre internationale de commerce. Il y a aussi la Commission trilatérale qui comprend le Japon, l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale. Au Canada, les grands patrons, ceux qui dirigent les 150 plus grandes entreprises, forment le Conseil canadien des affaires.

Ces groupes se réunissent dans la plus grande discrétion. En fait, on igno-

re la teneur exacte de leurs rencontres. On sait que les grands manitous des finances font pression sur les gouvernements et qu'ils réussissent à imposer leur plan d'action.

Ces gens d'influence ne s'en cachent pas d'ailleurs. Lorsqu'on les interroge sur leur emploi du temps, ils affirment : «Regardez tout ce que le gouvernement a fait depuis 20 ans. C'est notre plan qu'ils ont adopté.» La flexibilité du travail, la diminution de l'assurance-chômage, les compressions budgétaires dans les prestations sociales. Toutes ces décisions faisaient partie du plan d'action des grands patrons.

**Les sommets s'avèrent
une façade.
Les hommes d'État
occupent la scène,
mais les gens d'affaires
veillent en coulisses.**

Le G7, groupe des sept pays les plus industrialisés, s'avère donc une façade. Les hommes d'État occupent la scène, mais les gens d'affaires veillent en coulisses. Puis, en périphérie du spectacle que constituent ces sommets, ont lieu les rencontres tenues par la société civile. La société civile est formée par le peuple qui se regroupe en différentes associations pour faire face au pouvoir politique et économique en place. Ce sont toutes ces associations qui se sont constituées depuis deux décennies. On les appelle les organisations de la société civile (OSC). Leur présence a été remarquée à Rio de Janeiro, en 1992, au Sommet de la Terre. Puis, les OSC se sont manifestées à Seattle aux États-Unis,

à Pôrto Alegre au Brésil. Partout où il leur a été possible de dénoncer les effets de la globalisation.

RND Tous les sommets méritent-ils qu'on leur accorde tant d'importance et de visibilité?

Les sommets rassemblent les dirigeants suprêmes, c'est-à-dire les chefs d'État. Le plus connu des sommets demeure le G7. On peut aussi nommer le Sommet franco-africain, le Sommet franco-allemand et les sommets de l'Organisation des Nations Unies (ONU) qui regroupe les 185 États souverains de la planète. Occasionnellement, les représentants de ces États se réunissent. Ces sommets officiels portent sur une question particulière. Ces dernières années, il y a eu le Sommet de la Terre, le Sommet pour les femmes et le Sommet sur les droits sociaux.

Puis, il y a les contre-sommets qui se tiennent à côté des sommets officiels. À Rio, par exemple, des organisations de la société civile (OSC) ont monté des tentes sur la plage, près des grands hôtels où discouaient les dirigeants. À Beijing, à la conférence des femmes, celles-ci étaient plus nombreuses en marge qu'au sommet officiel.

Ainsi se sont peu à peu constitués des contre-sommets, des rencontres pour s'opposer aux sommets. C'est que tout à coup la société civile s'est rendu compte que le vrai pouvoir n'appartenait pas à l'ONU, que les chefs d'État n'étaient que des figurants à la solde des grandes organisations économiques.

Les OSC se sont aussi intéressées aux activités de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Elles ont tenu leur rencontre en même

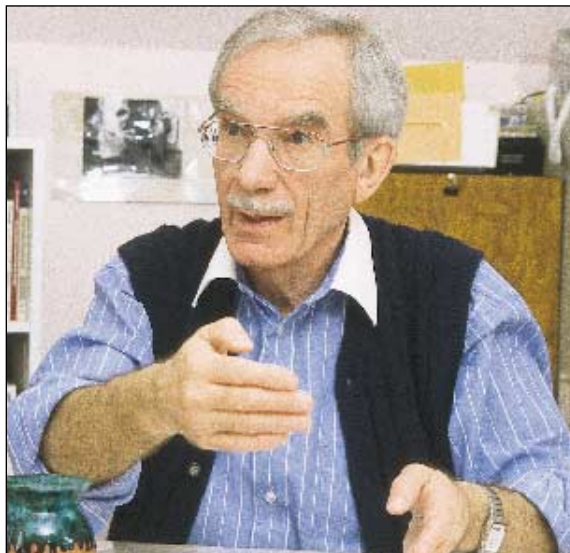
temps que ces grandes bureaucraties internationales. Les contre-sommets veulent manifester leur désaccord avec les décisions prises pendant les sommets, ce qui donne lieu au déploiement de mille et une mesures de sécurité: barricades, barbelés, bombes lacrymogènes, etc.

D'autres sommets attirent aussi l'attention: celui de Davos, par exemple. Cette rencontre appelée Forum économique mondial avait toutes les caractéristiques d'un sommet. Elle a mis en scène les grands patrons du monde, soit les dirigeants des 1000 plus grandes compagnies transnationales.

Ces acteurs influents ont invité les gouvernements à venir parader, à venir quémander des investissements. Avant, seuls les Africains se prêtaient à ce jeu. Maintenant que le phénomène de la globalisation a pris de l'ampleur, tous les chefs d'État jouent le jeu. L'an dernier, Bill Clinton est allé payer ses respects aux patrons des grandes entreprises, comme d'ailleurs Tony Blair et le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

S'ajoutent enfin à ces rencontres des sommets nationaux qui réunissent le gouvernement, les patrons et la société civile. Au Québec par exemple, on a eu, en 1996, le Sommet économique. Les sommets se suivent mais ne se ressemblent pas. Maintenant, méritent-ils toute l'attention qu'on leur accorde? Je dirais que ça dépend de la teneur de ces rencontres. Si les sommets nationaux visent vraiment à organiser la société, il faut leur accorder de la visibilité. Malheureusement, les instigateurs de ces sommets se comportent souvent comme des vedettes de la télévision. Ils en profitent pour vendre leur salade.

*Les contre-sommets
ont fait leur
apparition
quand les gens
se sont aperçus
que le vrai pouvoir
avait échappé
à leurs chefs d'État.*



Un sommet comme le G7 ressemble à une cérémonie, à une sorte de grand-messe où 7 chefs d'État, entourés de 2000 porteurs de valises, se contentent de parader, faute de pouvoir prendre des décisions qui sont prises ailleurs. Bien sûr, ils diront qu'ils luttent contre le chômage, qu'ils s'efforcent de combattre la pauvreté. Mais ils ne font rien, parce tout est déjà décidé par les acteurs en coulisses, soit la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Ces rencontres prennent donc trop souvent l'allure de spectacles onéreux qui donnent du prestige à des gens qui disposent d'un faux pouvoir. Voilà qui est bien peu profitable à l'humanité.

RND Qui tient véritablement les rênes des grandes orientations économiques mondiales ?

Les gens que l'on porte au pouvoir ne sont pas ceux qui gouvernent. Je dirais

même que les politiciens ont plutôt tendance à se retirer des lieux de décision. « On n'a pas le choix. » Telle est devenue leur devise. Une devise lancée par Margaret Thatcher, alors première ministre de la Grande-Bretagne, qui terminait toutes ses phrases par « There Is No Alternative ». On a d'ailleurs appelé cela la « philosophie du TINA. »

À la suite de M^{me} Thatcher, les Reagan, Mulroney et Bouchard ont adopté l'expression à laquelle ils ont ajouté : « Il faut être compétitifs à cause de la mondialisation. » Cette affirmation est épouvantable, puisqu'elle démontre que les politiciens ont organisé eux-mêmes leur propre capitulation. Ce sont eux qui apposent leur signature au bas des ententes qui les désaïssissent de leur propre pouvoir.

À Québec par exemple, les chefs d'État vont signer des accords qui ne nuiront pas au libre investissement des compagnies transnationales. Ils vont signer leur propre désistement et

affirmer par la suite: « On n'avait pas le choix. Il ne faut pas nuire à la croissance, parce que, grâce à la croissance, les entreprises vont créer des emplois. L'économie va donc se porter mieux. » C'est ce que font miroiter les acteurs principaux qui se tiennent en coulisses. Sauf que les emplois créés sont de plus en plus précaires et que leurs décisions n'empêchent aucunement les congédiements massifs. Tout cela au nom de la compétitivité dans un marché ouvert.

Ainsi, les politiciens capitulent non seulement par intérêt, mais ils se rendent aussi par ignorance ou par simple esprit de servitude. Plusieurs députés ignorent par exemple ce qui va se passer à Québec, en quoi consistera la Zone de libre-échange des Amériques, la ZLEA. D'autres obéissent à la ligne du parti.

C'est un secret de Polichinelle que deux personnes dirigent la démocratie dans notre gouvernement: le premier ministre et le ministre des Finances. Les autres se contentent d'exécuter les ordres, de faire, dans certains cas, la « job de bras ». Ces gens-là avaient beau avoir une conscience sociale au début de leur mission, ils sont maintenant forcés de l'abandonner.

Tous les partis sociaux-démocrates au pouvoir dans le monde vivent cette réalité. Le Parti québécois ne fait pas exception. Il va même plus loin que le Parti libéral dans la déréglementation et la privatisation. Robert Bourassa s'était opposé à la concentration de la presse, Lucien Bouchard ne l'a pas fait.

Prenons un autre exemple: la gestion des forêts. C'est consternant d'apprendre qu'un comité constitué en majorité de représentants de grandes papetières décide du sort des forêts

québécoises. Recourant à la langue de bois des administrateurs, le ministre des Ressources naturelles parle, pour sa part, de rendements accrus.

Au ministère de l'Environnement, on a créé un comité sur la déréglementation, présidé par Bernard Lemaire, de Cascades. Mis à part les gens d'affaires, un représentant syndical et un représentant gouvernemental en font partie.

**Les politiciens capitulent
non seulement
par intérêt, mais aussi
par ignorance
ou par simple esprit
de servitude.**

La question qui anime ce groupe est la suivante: comment déréglementer pour faciliter les affaires au Québec? Voilà qui ouvre la porte à l'abolition de lois ou de règlements environnementaux pour des motifs de nature économique. Et ces gens influents n'ont pas été élus! Ce sont là des faits qui mènent au pourrissement de la démocratie, l'un des effets pervers de la globalisation.

Le secteur financier est donc devenu le moteur de l'économie et de la globalisation. J'ajouterais même que les puissants intérêts économiques cherchent aujourd'hui à structurer aussi la vie sociale et culturelle. La culture est aussi considérée comme une marchandise. Et il suffira de peu pour que les services de la santé et de l'éducation se privatisent et se transforment également en marchandises.

Si nos élus ne tiennent pas vraiment les rênes de la vie en société, c'est qu'ils ont cédé la place aux acteurs

économiques. Les financiers occupent en effet les postes de commande. Prenons les trois plus grandes compagnies mondiales : Exxon Mobil, General Motors et Wal-Mart. Le chiffre d'affaires de ces entreprises s'élève à 800 milliards de dollars canadiens, soit un montant plus important que le produit intérieur brut (PIB) du pays.

Le pouvoir est donc entre les mains des compagnies transnationales. Aux États-Unis, on les nomme Global Corporation. Cela signifie que ces compagnies transcendent les États. Les mots ne sont jamais innocents. Transcender les États, c'est montrer qu'on est plus puissant qu'eux.

Ces financiers ne cachent d'ailleurs pas leur dessein de vouloir tenir l'État à distance du champ économique. Même qu'ils souhaitent maintenant les éloigner du social, du culturel et des services pour mieux contrôler le monde. En revanche, les financiers veulent un État fort pour pouvoir garantir la sécurité et la propriété privée.

Paradoxalement, les gouvernements encouragent la création de ces mégacentres, au nom de la fameuse compétitivité. Après avoir voté des lois antitrust durant un siècle, ils tolèrent maintenant les monopoles. Leur motivation : ne pas nuire à la croissance. Voilà pourquoi Bill Gates va s'en sortir !

RND La société civile peut-elle renverser le pouvoir des puissances financières ?

La société civile commence à se mobiliser. Après s'être désintéressée du processus politique, elle tente effectivement de reprendre en main ses pouvoirs. Elle commence à s'organiser pour la réappropriation du territoire,

pour la réappropriation des processus économiques.

Prenons l'exemple des Gaspésiens qui ont formé le Groupe des patriotes. Acculés au pied du mur, ces gens ont compris que le messie ne viendrait pas. Ces régions-là sont pauvres, parce qu'elles ont toujours été développées par des grandes multinationales. Les entreprises prennent tout ce qu'elles ont à prendre – poisson, forêt, etc. –, puis s'en vont. La Gaspésie se dépeuple, les jeunes s'en vont en ville pour trouver du travail. Facile à comprendre : Bernard Landry donne des milliards pour la Cité de l'informatique à Montréal et 20 millions pour la Gaspésie.

Tout ce contexte force les communautés à se prendre en main pour ensuite se développer à leur façon. On vit dans une ère de concentration. Il leur faut instituer un autre système, une autre économie. Une fois qu'elles ont épuisé le filon des subventions, les communautés n'ont d'autre choix que de chercher à s'organiser elles-mêmes.

À mon avis, les femmes joueront un rôle de premier plan dans cette réappropriation des pouvoirs. D'abord parce qu'elles sont les plus proches de la vie. La solution va aussi venir des plus pauvres. Je ne crois pas que les nouveaux modèles de société résident dans les idées. Ils viendront davantage de la pratique, du terrain. Ils jailliront de l'esprit des plus démunis, de ceux qui sont acculés à la créativité, à l'inventivité.

L'inventivité d'un peuple est infinie quand celui-ci est à l'agonie. On peut mesurer ce phénomène dans le tiers-monde. Les médias ne font pas état de toutes les merveilles dont sont capables les moins favorisés de la planète. Ainsi, il faut faire confiance au pouvoir des

gens, des groupes sociaux, mais il faudra du temps. Beaucoup de temps pour reprendre le pouvoir dont disposent actuellement les géants de la finance.

RND Que peut-on attendre de cette rencontre à Québec en avril ?

Bien peu de chose. C'est une étape tout simplement, puisque tout est déjà décidé. À Santiago, au Chili, lors du deuxième Sommet des Amériques en 1998, les mêmes chefs d'État ont mis en place des comités de négociation de hauts fonctionnaires. Ces gens-là discutent, depuis ce temps, d'accès au marché, d'investissements, d'agriculture, de services, etc. Ils se réunissent partout, mais toujours dans le plus grand secret.

Dans le cadre de l'ALENA, un pays ne peut plus désormais favoriser une entreprise nationale.

Puis, au-dessus de cette mêlée figure un comité de négociations commerciales composé des sous-ministres du commerce, des mandarins plus puissants que les ministres. Au début d'avril, ces personnes se réuniront à Buenos Aires pour examiner les travaux et les approuver.

Ensuite, ils retourneront dans leur pays respectif pour préparer les communiqués qui seront diffusés à Québec pendant le sommet. Jean Chrétien a raison quand il affirme que les chefs d'État ne parleront pas seulement de libre-échange à Québec. Ce sera en effet inutile d'en parler, puisque tout sera déjà convenu. Les chefs s'entretien-

dront plutôt de renforcement de la démocratie, de renforcement du potentiel humain. Des sujets non compromettants pour assurer le succès du spectacle.

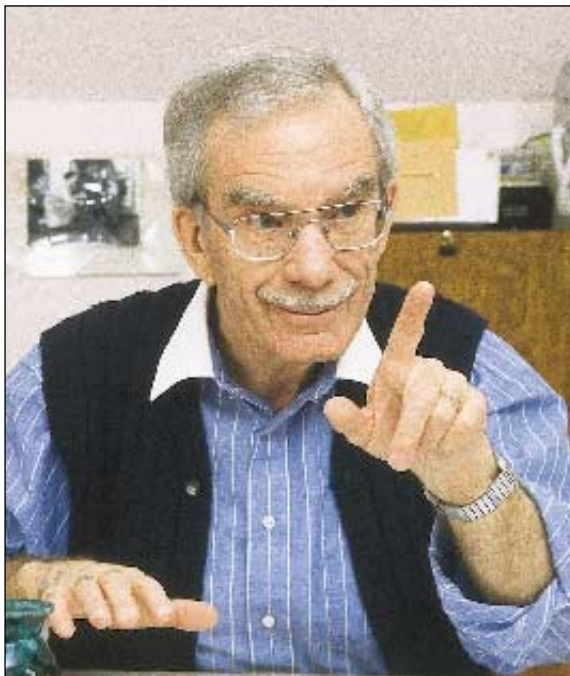
Comme la signature définitive est prévue pour 2005, Québec représente donc un simple jalon pour faire entériner des décisions douteuses sur l'environnement, les services, la privatisation, etc. Des dossiers fantômes que les représentants d'État vont tenter de rendre légitimes à la face du peuple.

Ce qui est plus important dans cet événement, à mon avis, c'est le mouvement de révolte qui prend de plus en plus d'importance du côté de la société civile. On ne voyait pas de barbelés avant. L'humanité frémit actuellement. Elle se rend compte qu'on est en train de la déposséder de quelque chose.

RND Quel est le principal enjeu du Sommet des Amériques ?

L'enjeu de surface, c'est la préparation d'un accord de libre-échange à la grandeur des Amériques. Autrement dit, l'extension de l'Accord de libre-échange nord-américain, l'ALENA, qui regroupe actuellement le Canada, les États-Unis et le Mexique. Que cache cet accord ? Voilà le véritable enjeu. Ce qui se négocie actuellement est gardé secret. Or, c'est de notre vie qu'il s'agit : l'environnement, les droits sociaux, les richesses naturelles. On ne négocie rien d'autre qu'un protocole d'accès aux ressources. On souhaite libérer le champ de toute entrave pour favoriser les grands investisseurs transnationaux.

En effet, dans les chapitres 10 et 11 de l'ALENA, on traite de ce protocole d'accès aux ressources et aux services publics pour les investisseurs étrangers. Premièrement, on parle de leur accorder



*L'humanité frémit
actuellement.
D'un sommet
à l'autre,
elle se rend compte
qu'on est en train
de la déposséder
de quelque chose
d'important.*

des droits et des privilèges non inférieurs à ceux des investisseurs nationaux. Cela signifie qu'un pays ne peut plus désormais favoriser une institution nationale.

Par exemple, si une grande entreprise américaine veut acheter un fabricant d'autocars de la Beauce, par exemple, elle peut le faire. On ne peut pas non plus subventionner une compagnie d'ici sans en donner autant aux investisseurs étrangers. Il devient donc impossible de favoriser les investisseurs nationaux ou de privilégier les travailleurs locaux. Cela irait à l'encontre de la liberté des grands investisseurs dans le cadre de l'ALENA. Or, c'est ce traité qu'on veut étendre aux deux Amériques.

Deuxièmement, on aborde la question du droit de poursuite des gou-

vernements pour expropriation ou son équivalent. Un gouvernement n'a plus le droit d'exproprier une compagnie. En revanche, les compagnies peuvent poursuivre les gouvernements si ceux-ci les empêchent de faire des profits.

Le cas classique demeure celui de l'entreprise américaine Ethyl Corporation qui fabrique un additif pour l'essence: le MTT. Cette substance à base de manganèse est dommageable pour la santé quand on la respire. Au Canada, en 1997, on a interdit son usage. Résultat: Ethyl Corporation a poursuivi le gouvernement canadien parce qu'il l'empêchait de faire des profits.

Que font les gouvernements pour régler des différends de cette nature? Ils ont recours à des tribunaux internes de l'ALENA. Dans le présent cas, le Canada a constaté que, en vertu du

chapitre 11 de l'ALENA, il allait perdre beaucoup d'argent. Il y a donc eu règlement hors cour. Le Canada a versé 13 millions de dollars à Ethyl Corporation. Il a aboli l'interdiction liée à l'usage du MTT et s'est même engagé à laver la réputation de l'entreprise.

Aux États-Unis cependant, ce produit est toujours interdit. En effet, une entreprise ne peut poursuivre son propre gouvernement. Voilà pourquoi les investisseurs étrangers sont plus favorisés que les investisseurs nationaux dans cet accord.

Mis à part le traitement national aux investisseurs étrangers et le droit de poursuite pour expropriation, l'ALENA traite de la conversion des services en marchandises. Au Québec par exemple, le gouvernement vient d'annoncer que les examens à résonance magnétique pourraient être effectués par des entreprises privées. Grâce au traitement national aux investisseurs étrangers, une compagnie américaine aura le loisir de soumissionner au même titre qu'une entreprise canadienne pour offrir ce service. Voilà jusqu'où peut mener la privatisation d'une partie du système de santé.

À qui profitent finalement des mesures semblables? Aux grosses compagnies qui ont des capitaux à investir et au pays où se sont établies le plus grand nombre de ces compagnies. Des 200 plus grandes entreprises au monde, 107 sont américaines. Une seule de ces entreprises est canadienne. C'est Nortel, qui connaît actuellement des difficultés.

Chaque année, on publie le palmarès des géants des affaires. Après les 200 premiers figurent, du côté canadien, Seagram, puis Bombardier. Beau-

coup plus loin, au-delà des 1000 plus grandes entreprises, apparaît Quebecor. Rien de comparable avec les données américaines. Aussi est-il farfelu d'entendre Bernard Landry affirmer: «On ne peut pas empêcher les étrangers d'acheter nos compagnies quand Quebecor achète partout dans le monde.» Quebecor s'avère en fait une petite compagnie dans la liste des géants. Nul doute qu'elle se fera acheter un jour. Telle est la loi du plus fort. Les petits se font toujours avaler par les gros.

Ces statistiques parlent d'elles-mêmes. Le Canada s'est fait avoir dans l'ALENA. Ce sont les investisseurs américains qui vont profiter de cette entente. Les entreprises canadiennes n'ont pas les moyens d'envahir les États-Unis. Quand Quebecor achète une petite affaire en Pennsylvanie, ça ne dérange pas l'économie américaine. Mais si les gâteaux Vachon étaient passés à des mains américaines...

Le directeur du Sommet des Amériques, Denis Ricard, disait récemment: «Dans les années 70, le Canada avait 0% d'investissements au Chili. Maintenant, il en a pour deux milliards de dollars. Et il en aura bien plus avec cet accord.» Comme le Canada s'est fait avoir par les États-Unis, il va se reprendre ailleurs. Peu d'entreprises chiliennes vont acheter des compagnies québécoises. L'inverse est plus probable. Pensons à plusieurs vignobles chiliens qui ont été achetés par des Canadiens.

Et on fera de même avec des compagnies du Honduras ou du Costa Rica. On achètera des entreprises dans des pays moins imposants. C'est d'ailleurs le seul avantage du Canada: être le deuxième plus gros acteur de cet

accord. En somme, le véritable enjeu du Sommet des Amériques, c'est la signature d'une entente qui n'est rien d'autre qu'un protocole d'accès aux ressources.

RND En quoi un accord comme celui de la ZLEA modifiera-t-il la vie des citoyens ?

Je vois au moins quatre grandes conséquences à cet accord. D'abord, la concentration de la richesse. Les compagnies étrangères qui viendront investir au Canada ne partageront pas leurs profits avec les gens d'ici.

Ensuite, le creusement des inégalités qui découle directement de la concentration de la richesse. Plus les riches sont riches, plus les pauvres s'appauvrissent. Voilà pourquoi il y a de plus en plus de banques alimentaires et de travail précaire.

Bientôt on ne mangera que des fraises mexicaines car les producteurs de l'île d'Orléans auront fait faillite.

Ajoutons à ces deux conséquences sur notre vie quotidienne le fait de participer de moins en moins aux grandes décisions qui nous concernent, qu'il s'agisse d'environnement ou d'alimentation. Prenons l'exemple du débat entourant les organismes génétiquement modifiés (OGM). C'est tout de même de notre assiette qu'il s'agit ! Or, on refuse de réglementer sous prétexte que ces mesures nuiraient aux compagnies. On les empêcherait ainsi de créer des emplois pour le bien commun. Balivernes ! Les citoyens ont donc de moins en

moins de prise sur les droits sociaux, la politique et la précarisation des emplois.

Une dernière grande conséquence réside, à mon avis, dans la privatisation des services. Ce choix de société est dans la mire de ceux qui nous gouvernent. On ne privatisera pas radicalement tous les services. On procédera par étapes pour ne pas faire peur aux gens. Le déraillement du système de santé au Québec et ailleurs, ce n'est pas un hasard.

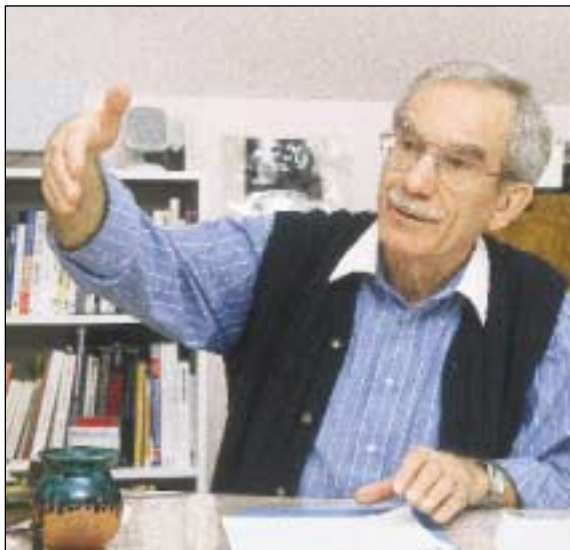
On a favorisé le départ à la retraite de nombreuses infirmières. On vit maintenant une pénurie au sein de cette profession. Tout cela est finement orchestré. Quand la situation deviendra critique, on dira : « C'est vrai que ça irait mieux au privé. » Au moins pour une partie des services. Puis, progressivement, s'installeront des services à deux vitesses en santé, en éducation, etc.

Les gouvernements ont réussi à nous faire croire qu'il n'y a plus d'argent. Or, les banques n'ont jamais réalisé autant de profits. Il suffit d'ouvrir le journal : « Profit record de la Banque de Montréal ».

L'argent déborde. Voilà pourquoi une compagnie comme Daimler Chrysler congédie 26 000 travailleurs, parce qu'elle fabrique trop d'automobiles dans le monde pour le nombre potentiel de consommateurs. C'est comme ça dans tous les secteurs.

Il y a trop de capitaux. Ceux qui les possèdent souhaitent donc les investir dans les services. Aussi les grosses compagnies cherchent-elles de nouveaux débouchés pour faire fructifier davantage leurs profits faramineux. La santé, c'est une mine presque inexplorée. L'éducation aussi. Des milliards et des milliards de dollars.

*De son côté,
le Sommet des peuples
propose d'élaborer
un nouveau
système économique
fondé sur la solidarité
et le partage
des ressources,
des richesses
et des revenus.*



Les choses vont encore plus mal dans le tiers-monde où la richesse ne circule pas comme chez nous. Là-bas, le creusement des inégalités sera plus important encore. On estimait à 27 le nombre de pays pauvres il y a 20 ans. Aujourd'hui, on en dénombre 48. Dans ces pays, les démocraties sont beaucoup plus fragiles qu'ici. Avec cet accord, les industries nationales vont s'affaiblir en faveur des investisseurs étrangers. Il y aura fuite des profits. On accordera la priorité aux exportations pour que ces pays puissent payer leur dette.

La déréglementation aura aussi des répercussions sur le monde du travail. La main-d'œuvre sera de plus en plus exploitée. Elle touchera un salaire plus que minimum. Il y aura également disparition graduelle de la petite paysannerie, c'est-à-dire de l'agriculture vivrière au profit des grandes plantations. C'est l'agro-business qui s'en emparera.

Au Mexique, par exemple, on a dû réformer la Constitution à cause de l'ALENA. Les terres qui appartenaient à la communauté dans les zones indigènes sont ainsi devenues accessibles aux entreprises privées. Avant, ces dernières ne pouvaient acheter ces terres, puisqu'elles appartenaient au village. Maintenant elles les acquièrent, exploitent une main-d'œuvre de sans-papiers en les payant cinq dollars par jour, nourris, logés, habillés. Puis, elles exportent les fruits récoltés.

C'est pour cette raison qu'on mangera bientôt ici des fraises mexicaines et que les producteurs de l'île d'Orléans feront faillite, faute de pouvoir rivaliser avec ces fruits bon marché. De fait, les fraises mexicaines seront moins chères jusqu'à ce que celles de l'île disparaissent du marché. Après, elles se feront plus rares et seront hors de prix. Voilà quelles seront les conséquences de cet accord ici et dans le tiers-monde.

RND Quelle solution de rechange propose le Sommet des peuples ?

Cette solution n'est pas encore définie, parce que la théorie manque pour l'instant. La société civile n'est pas représentée par un grand penseur, détenteur de la solution. Elle est plutôt formée de gens de différents horizons qui réagissent ensemble pour se réapproprier le développement.

Par ailleurs, l'idée que partagent ces personnes tourne autour de la réappropriation des processus socio-économiques. Pour atteindre ce but, il faut rebâtir la société selon de nouvelles valeurs. Il faut élaborer un nouveau système fondé sur la solidarité, dans le partage des ressources, des richesses et des revenus. On s'éloigne ainsi de l'idéologie des valeurs actuelles dominée par l'individualisme, la propriété privée à l'infini, les compagnies qui ne visent qu'à faire des profits.

Quelles seraient donc les valeurs de ce nouvel ordre socio-économique ? La solidarité, l'équité et le respect de l'environnement. Les deux premières valeurs sont déjà bien connues, alors que la troisième renvoie à une nouvelle conscience mondiale.

Il n'y a pas si longtemps, la Terre était perçue comme une grande planète avec ses mers insondables et ses forêts sans fin. Aujourd'hui, elle est vue comme une petite planète. Aussi faut-il partager ses ressources pour pouvoir survivre et non pas encourager l'individualisme, la concurrence et la loi du plus fort.

Un maigre cinquième de l'humanité profite actuellement de la planète. Et ce petit pourcentage fait la promotion du même genre de développement dans le

tiers-monde. Cette idée de croissance à l'infini est tout à fait contraire à la logique. Le réchauffement de la planète, l'épuisement des stocks de poissons et la désertification suffisent à démontrer que les ressources de la Terre ont une limite.

Parlons plutôt de rationalité écologique. Puisse dans les ressources en pensant aux générations futures. Il y a plusieurs années, alors que je déambulais le long des plaines d'Abraham avec ma fille de six ans, celle-ci m'avait dit : « Papa, quand je vais être grande, penses-tu qu'on va pouvoir encore respirer ? » Déjà, je voyais dans la protection de l'environnement une cause à soutenir. Les années ont passé. Non seulement la cause existe toujours, mais il faudra encore beaucoup de temps pour arriver à remettre le monde à l'endroit.

Heureusement, dans ce monde devenu global, les gens ont tendance à avoir des réactions positives globales. Les grands problèmes qui se posent à l'humanité actuellement sont tous reliés. Il faut les résoudre ensemble. Il paraît donc utopique de réaliser cette tâche dans une génération. Pourquoi ne pas prendre quelques décennies, voire quelques siècles pour reconstruire le système ? L'important, c'est de savoir où l'on va pour bâtir une démocratie planétaire.

Aujourd'hui, les seigneurs de la globalisation font disparaître des milliers d'espèces, vandalisent le patrimoine génétique, polluent l'air que l'on respire, salissent l'eau que l'on boit, dévastent le sol, infligent à certaines populations d'horribles privations et d'indicibles souffrances.

Par sa démesure, la globalisation lance un défi colossal à l'humanité :

celui de renverser ce système dont les effets les plus pervers sont la dégradation de l'environnement, la montée des inégalités et le pourrissement de la démocratie.

La réappropriation par la société civile des processus socio-économiques nécessite la participation de tous, hommes et femmes. Elle comprend l'émancipation du tiers-monde, c'est-à-dire la participation de tous les peuples. Elle exige la fin des terribles destructions causées par la résolution ou la non-résolution des conflits.

Heureusement, la relève est audacieuse et ouverte. Ces jeunes qui se retrouveront au Sommet des peuples à Québec sont résolus à réaménager le monde. Toutes les générations sont d'ailleurs conviées à cette refondation. La Terre n'est ni immobile ni soumise à une sorte de fatalité mercantiliste. Au contraire, elle bouge et demande seulement qu'on la pousse dans le sens de la vie et de la solidarité. Pour que ma fille devenue grande puisse respirer longtemps et pour que tous profitent des beautés du monde. ■

Pour aller plus loin...

- Jacques B. Gélinas, *Et si le Tiers Monde s'autofinçait: De l'endettement à l'épargne*, Montréal, Les Éditions Écosociété, 1994, 240p.
- Jacques B. Gélinas, *La globalisation du monde*: Montréal, Les Éditions Écosociété, 2000, 340p.



Les occasions de
se **brancher**
sur le **vrai**
sont, aujourd'hui,
trop rares.

REVUE NOTRE-DAME
RND

N'hésitez pas à demander votre RND
au comptoir d'accueil de
votre caisse populaire.